Comptes épargne temps :

Du nouveau pour les agents de l'Etat et des collectivités territoriales.

Avec deux textes parus au mois d'août dernier, de nouvelles possibilités d'utilisation des comptes épargne temps s'offrent aux agents de la fonction publique.

D'une part, la loi sur la mobilité du 3 août, dans son article 37 prévoit la possibilité pour les collectivités de proposer une compensation financière à leurs agents, d'un montant identique à celle dont peuvent bénéficier les agents de l'Etat, en contrepartie des jours inscrits sur les comptes épargne temps.

D'autre part, le décret du 29 août vient modifier les dispositions relatives au compte épargne temps dans la fonction publique d'Etat.

Ainsi, désormais, ce n'est qu'en deçà d'un seuil fixé par arrêté et plafonné à 20 jours épargnés, que les agents devront utiliser ces jours sous forme de congé. Au delà de ce seuil, les jours en excédent donneront lieu à une option exercée au plus tard le 31 janvier de l'année suivante qui permettra aux agents :

- de convertir ces jours en points de retraite additionnelle
- d'en demander le rachat
- de les maintenir sur le CET dans la limite du plafond total

En outre, en cas de décès d'un agent, les ayants droit se verront indemnisés pour les jours accumulés sur le CET du défunt, ce qui va dans le sens des règles successorales au titre desquelles les produits du travail non versés au moment du décès doivent revenir aux ayants droit.

L'UCP, qui revendique depuis longtemps la possibilité de rachat des jours de CET sur la base du volontariat, ne manquera pas de saisir à nouveau l'administration parisienne pour l'interroger sur ses intentions d'ouvrir ces dispositions à ses agents. Nous considérons que ce sujet doit donner lieu à une véritable concertation dans le cadre du dialogue social, par souci d'équité par rapport aux agents des autres fonctions publiques, et pour apporter un élément de réponse aux préoccupations de pouvoir d'achat, particulièrement fortes dans un contexte dont personne ne peut ignorer les difficultés.

Un nouveau DRH.

Le Maire de Paris a nommé le 2 octobre au poste de Directeur des Ressources Humaines Thierry LE GOFF, précédemment directeur général des ressources humaines des ministères de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Dans son message d'arrivée diffusé sur Intr@paris, le nouveau DRH indique vouloir " conduire ... une politique de gestion des ressources humaines à la fois attentive aux individus et à la nécessaire modernisation des services ".

L'UCP en prend bonne note et, comme toujours, jugera sur les actes. Ne cachons pas que les expériences récentes (création des CSP comptables et de la DA) nous rendent prudents : en effet, ce n'est que grâce à l'action déterminée des organisations syndicales, et tout particulièrement de l'UCP, que ces « modernisations », qui à l'origine ne faisaient que peu de cas de la situation des agents concernés, ont pu être amendées dans un sens plus favorable à ceux-ci.

L'UCP souhaite la bienvenue au nouveau DRH et espère avoir l'opportunité de le rencontrer rapidement. Au-delà de la présentation de nos positions sur les principaux dossiers en cours et à venir, nous saisirons cette occasion pour plaider une nouvelle fois pour un enrichissement du dialogue social, conférant aux organisations sociales un véritable rôle de partenaire, qui leur permettra de ne plus s'inscrire uniquement en réaction aux évolutions de la Ville, mais d'en devenir des acteurs à part entière.

CHS central spécial grippe A.

Le Comité d'Hygiène et de Sécurité central de la Ville et du département de Paris est convoqué le 13 octobre pour une séance entièrement consacrée à l'information sur les mesures prévues en cas de pandémie de grippe A.

Les organisations syndicales ont de leur côté demandé, lors du CHS central de juin, qu'une séance soit intégralement dédiée à l'examen de l'état d'avancement des documents uniques de prévention des risques professionnels qui doivent être établis dans les directions. Cette demande, réitérée lors du CSAP du 15 septembre, attend toujours une réponse.

Un nouveau bureau pour les IEC.

La section syndicale des Ingénieurs Economistes de la Construction a élu son nouveau bureau, désormais composé de :

Présidente : Elodie DE VACHON (DPA), vice-président : Philippe CHICOISNE (DPA), secrétaire : Patrick BACKES (DPA), trésorière : Catherine GAUTHIER (DPA).

Après une expérience de 5 ans comme ingénieur en structure dans le secteur privé puis un passage à la Préfecture de Police comme économiste contractuel, Elodie DE VACHON est entrée à la Ville sur concours en 2003. D'abord affectée à la DLH, elle travaille maintenant à la DPA, à l'agence de la conduite de projets.

Union des Cadres de Paris

2bis, square Georges Lesage 75012 PARIS – Tél. 01.43.47.80.72 - Fax. 01.43.47.81.45